

PROGRAMME « BÂTIR LES CAPACITÉS ET LES COMPÉTENCES POUR L'EMPLOYABILITÉ ET L'ENTREPRENEURIAT DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN » (CAP2E)

AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N° 00001 ASM/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 du 04 NOV 2025

Relatif au recrutement (i) d'un(e) Spécialiste en Passation des Marchés et Gestion des Contrats, (ii) d'un(e) Spécialiste en Genre et Autonomisation des Femmes et des Jeunes, (iii) d'un(e) Spécialiste des Relations avec le Secteur Privé, (iv) d'un(e) Expert Environnemental et Social, (v) de quatre (04) Experts en Infrastructures et Génie Civil du Programme « bâtir les capacités et les compétences pour l'employabilité et l'entrepreneuriat dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » (CAP2E)

Nom du Pays : Cameroun

Nom du Projet : Programme « bâtir les capacités et les compétences pour l'employabilité et l'entrepreneuriat dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » (CAP2E)

Intitulé des missions : Recrutement (i) d'un(e) Spécialiste en Passation des Marchés et Gestion des Contrats, (ii) d'un(e) Spécialiste en Genre et Autonomisation des Femmes et des Jeunes, (iii) d'un(e) Spécialiste des Relations avec le Secteur Privé, (iv) d'un(e) Expert Environnemental et Social, (v) de quatre (04) Experts en Infrastructures et Génie Civil

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement a fait de l'emploi et de l'insertion des jeunes un des piliers prioritaires de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). La SND30 vise, entre autres, la transformation Structurale de l'Economie et le développement du capital humain et du bien-être. Dans ce cadre, le Gouvernement a aussi établi un programme pour l'Aménagement territorial et la Promotion du secteur privé dans la Région de l'Extrême-Nord, dotée depuis Septembre 2019 du statut spécial de zone économique sinistrée. Le Gouvernement est par ailleurs engagé dans la stratégie de développer au niveau régional pour la stabilisation, le relèvement de la résilience des zones affectées par Boko Haram au lac Tchad (SR-SRR).

Pour accélérer le développement de la Région de l'Extrême-Nord, le Programme spécial de reconstruction et de développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN) est mis sur pied, avec pour objectif d'assurer le relèvement socio-économique pour une paix durable dans la Région. Sa mise en place a été décidée par le Président de la République. Le coût global du PSRDREN s'élève à 1 822 milliards de FCFA. Il se décline en quatre composantes : la composante reconstruction, la composante développement des infrastructures, la

composante d'appui aux activités socio-économiques et adaptation aux changements climatiques et la composante gouvernance.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce Programme l'Unité de Coordination du PSRDREN a entrepris avec la BAD la préparation du Programme « Bâtir les Capacités et les Compétences pour l'Employabilité et l'Entrepreneuriat dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » (CAP2E).

Le CAP2E vise à contribuer à la transformation et à la résilience socio-économique et climatique de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Il se concentre sur trois domaines clés :

- le renforcement des établissements de formation technique et professionnelle pour améliorer l'employabilité des jeunes ;
- le soutien à l'entrepreneuriat et à la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes ;
- la mise à niveau des infrastructures sociales de base, résilientes au changement climatique.

Il convient de relever que, la deuxième composante du CAP2E sera axée sur les programmes START jeunes (jeunes porteurs d'idées de création d'entreprises ou désireux de se formaliser sélectionnés sur la base d'appels à candidature), et START femmes (femmes porteuses de projet ou désireuses de se formaliser sélectionnées sur la base d'appels à candidature) ainsi que, le programmes BOOSTER (accélérateur de développement des petites entreprises, qui seront sélectionnées sur la base d'un appel à candidatures.

Le Programme CAP2E s'étale sur une durée de six années budgétaires (2025-2030).

Les décaissements des ressources du prêt sont conditionnés à l'atteinte des résultats convenus à travers les indicateurs liés au décaissement (ILD) qui découlent du cadre de résultat. Les ILDs ont été choisis en fonction de leurs poids et des principales échéances du programme. Compte tenu de l'avancement du programme du Gouvernement qui est en cours d'exécution, les ILDs choisis portent certes sur des indicateurs d'effet mais ils mettent davantage l'accent sur des produits et des processus permettant ainsi de renseigner sur la performance globale du programme à tout moment. Trois critères ont principalement guidé la sélection des ILDS : la pertinence et la contribution directe à l'objectif de développement du programme, la mesurabilité tout en étant atteignable ; la cohérence par rapport à la chaîne de résultats.

Le Programme sera coordonné par une Unité de Gestion de Programme par les Objectifs (UGPO), au sein du PSRDREN sous la tutelle du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). Le responsable de l'UGPO est le Coordonnateur du Programme CAP2E.

Une institution financière sera partenaire du Programme pour l'appui financier aux porteurs d'idées et aux entrepreneurs dans la composante 2.

Un comité de suivi technique sera mis en place au niveau du PSRDREN afin de donner les orientations, d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme et l'atteinte des objectifs. Le secrétariat du comité de suivi technique est assuré par l'UGPO. Le Comité de pilotage du PSRDREN jouera le rôle de Comité de pilotage du Programme.

Le PSRDREN sera chargé de l'exécution et du suivi du Programme d'investissement convenu en vue d'atteindre les résultats fixés pour le Programme. Ainsi, l'UGPO, sous la direction du coordonnateur du PSRDREN et du comité de suivi technique du Programme, coordonnera la mise en œuvre du Programme ainsi que des actions de renforcement des capacités des acteurs aux niveaux national et régional.



À cet effet, le cadre institutionnel prévoit le recrutement (i) d'un(e) Spécialiste en Passation des Marchés, (ii) d'un(e) Spécialiste genre et autonomisation des femmes, (iii) d'un(e) Spécialiste des relations avec le secteur privé, (iv) d'un(e) Expert Environnemental et Social, (v) des Experts en infrastructures et Génie-Civil au sein de l'Unité de Gestion du Programme par les Objectifs (UGPO).

2. DESCRIPTION DES MISSIONS ET PROFILS REQUIS PAR POSTE

2.1. POSTE DE SPÉCIALISTE EN PASSATION DES MARCHES ET GESTION DES CONTRATS

2.1.1- Missions du Spécialiste

Placé(e) sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Programme par Objectif (UGPO), le/la Spécialiste en Passation des Marchés et Gestion des Contrats est chargé de mener toutes les activités de passation de marché et de gestion des contrats dans le cadre de l'exécution des activités du Programme CAP2E.

De manière spécifique, il (elle) est chargé(e) :

- d'élaborer et d'actualiser le Plan de Passation des Marchés ;
- de vérifier la conformité des dossiers de consultation (Termes de Référence, des caractéristiques techniques et des Spécifications Techniques) ;
- de rédiger et faire publier les Avis à Manifestations d'Intérêt, les Avis d'Appel d'Offres ;
- de préparer les Dossiers de Consultation des Entreprises (Demandes de cotations, Dossiers d'Appel d'Offres et des Demandes de Propositions) et de veiller à la mise à disposition des potentiels soumissionnaires ;
- de veiller à la prise en compte des observations des diverses Commissions de passation des marchés concernées conformément à la réglementation et aux directives du Partenaire Technique et Financier ;
- de préparer et de finaliser les projets de marchés ;
- de soumettre les projets d'Ordres de Service en vue du démarrage des travaux ou des prestations ;
- formaliser les changements apportés au contrat et les soumettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué pour saisine de la Commission compétente ;
- tenir à jour un registre des changements intervenus dans la gestion des contrats en exécution ;
- d'élaborer et de tenir à jour la liste détaillée et chiffrée des acquisitions de biens et de services prévus sur les différents financements du Programme CAP2E ;
- d'assurer la mise en place et la mise à jour d'un système d'archivage physique et numérique, y compris dans les différentes applications de passation des marchés à financement conjoint, incluant toutes les pièces à la revue à posteriori des auditeurs et des missions de supervision ;
- de veiller à la tenue des sessions des commissions de réception des prestations, des fournitures et des travaux ;
- d'anticiper la résolution des conflits liés à la gestion des contrats ;
- de produire un tableau de suivi de passation et d'exécution des marchés des différents acteurs intervenant dans le processus de passation des marchés et de gestion des contrats ;
- de tenir en permanence à jour le registre d'enregistrement des offres du Programme CAP2E, ainsi que le registre des marchés et lettres-commandes le cas échéant ;

- d'assurer la gestion de la procédure des achats (demandes d'achat et travaux, devis des fournisseurs, commandes), en accord avec les services financiers ;
- de veiller à la mise en œuvre des activités de passation des marchés dans le respect du système national de passation des marchés ;
- d'assurer une formation sur le tas des autres parties prenantes dans le processus de passation des marchés ;
- de gérer les recours liés à la passation des marchés ;
- de faire le suivi des commandes, etc. ;
- d'animer la cellule d'étude et la finalisation d'une procédure compétitive de gestion de la commande publique, selon la nature et le seuil des marchés, en vue de soutenir le développement d'un secteur privé régional (entreprises régionales, groupements communautaires locaux, jeunes et femmes soutenus par la composante 2 du programme) en lien avec l'ARMP/ MINMAP et les autres autorités sectorielles concernées ;
- de contribuer à la formalisation par l'APME et le MINJEC du processus d'évaluation et de sélection des projets de création, de renforcement et formalisation ou d'accélération d'entreprise de la composante 2, intégrant le secteur privé et le secteur bancaire ;
- d'exécuter toute autre tâche à elle/lui confiée par sa hiérarchie.

2.1.2- Qualifications et expériences requises

- Avoir au moins un diplôme universitaire (minimum BAC + 5) en ingénierie, droit, économie, administration, gestion ou tout autre domaine connexe ;
- avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans la passation des marchés spécifiquement à travers le système national de passation des marchés ;
- avoir exercé au moins pendant trois (03) ans à un poste de spécialiste en passation des marchés dans un Programme/Projet ou responsable d'un service ou d'une Unité des marchés publics de services publics ;
- avoir une très bonne connaissance du système national de passation des marchés et une bonne connaissance des procédures de passation des marchés des bailleurs de fonds est un atout ;
- avoir une bonne connaissance du Pack Microsoft Office et internet ;
- avoir une bonne capacité de communication écrite et orale en français et/ou anglais ;
- Être physiquement apte ;
- Avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention et des langues locales est un atout.

2.2. SPÉCIALISTE EN GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES

2.2.1- Missions du Spécialiste

Placé (e) sous la supervision du Coordonnateur de l'UGPO, il/elle sera responsable de la bonne exécution des questions liées au genre et à l'autonomisation des femmes au sein du Programme CAP2E. À cet effet, il/elle sera chargé(e) :



- d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie d'intégration des questions d'inclusion et de VBG dans les activités du Programme CAP2E ;
- de s'assurer de la prise en compte des catégories sociales et les questions de genre dans la mise en œuvre des activités du programme CAP2E ;
- de veiller à la mise en œuvre des opportunités de formation professionnelle des femmes et des jeunes ;
- de proposer des indicateurs et veiller à leur désagrégation pour le suivi de la prise en compte du genre et de l'autonomisation des femmes et des jeunes ;
- de réaliser des enquêtes annuelles sur l'insertion des jeunes diplômés sortant de formation professionnelle en collaboration avec les établissements soutenus par le Programme CAP2E;
- d'animer la cellule d'étude et un dispositif de valorisation des compétences acquises des jeunes et femmes stagiaires au sein des entreprises d'exécution des marchés du Programme CAP2E;
- de contribuer à la création par l'APME d'une base de données longitudinale de suivi des jeunes, femmes et TPE/PE accompagnés ;
- de produire un répertoire des professionnels jeunes et femmes valorisant leurs compétences et facilitant leur visibilité sur le marché, en lien avec l'APME et la Chambre de Commerce pour la participation à des événements de visibilité foires, etc.
- d'informer, sensibiliser et accompagner les acteurs dans la gestion des VBG/EAS/HS (protocoles de prévention des abus sexuels, mesures de protection des groupes vulnérables,...) ;
- de mettre en place et promouvoir les mécanismes de gestion des plaintes en relation avec l'Expert des Sauvegardes environnementales et sociales ;
- de participer à la préparation des missions d'audit du Programme, suivre leur déroulement ainsi que la mise en œuvre des recommandations des auditeurs sur les aspects genre et autonomisation des femmes et des jeunes ;
- de contribuer à l'intégration des clauses spécifiques aux VBG (EAS/HS), dans les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) et/ou Dossier de Demande de Cotation (DC), les contrats des prestataires (entreprises, missions de contrôle, etc.) et les codes de conduites des missions de contrôle de travaux ;
- de rédiger les rapports périodiques (mensuels, trimestriels et annuels) sur ses activités ;
- de renseigner le système de suivi-évaluation du Programme CAP2E avec les données de lutte contre les VBG et l'autonomisation des femmes et des jeunes ;
- de contribuer à la rédaction des rapports périodiques du Programme CAP2E (mensuels, trimestriels et annuels) ;
- de mettre en place un système d'archivage physique et numérique des informations de VBG et d'autonomisation des femmes et des jeunes ;
- de participer au comité de sélection des bénéficiaires devant jouir des appuis financiers du CAP2E pour promouvoir l'aspect genre ;
- de promouvoir l'égalité des genres dans la politique de recrutement ;
- d'exécuter toute autre tâche prescrite par la Coordination.



2.2.2- Qualifications et expériences requises

- être titulaire d'un diplôme universitaire, niveau BAC + 5 au moins dans le domaine des Sciences sociales (Sociologie, Anthropologie, santé publique, orientation/formation/insertion professionnelle), ou tout autre domaine équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en orientation/formation/insertion professionnelle des jeunes ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans la conduite ou la supervision des missions de lutte contre les Violences Basées sur le Genre et/ou les programmes d'autonomisation des femmes et des jeunes ;
- avoir une bonne connaissance du cadre national de la lutte contre les VBG ainsi que des programmes d'autonomisation des jeunes et des femmes ;
- avoir une expérience particulière de renforcement des capacités en genre et/ou en autonomisation des femmes et/ou des jeunes ;
- avoir une expérience d'au moins (03) ans dans un poste de responsabilité en VBG ou questions sociales et VBG ou autonomisation des femmes et des jeunes dans un Projet ou programme de développement financé par les Bailleurs de fonds ou dans une administration publique ;
- avoir des aptitudes de négociation, d'animation et de formation des groupes diversifiés ;
- avoir au moins 3 ans d'expérience avérées dans la mise en œuvre des activités de prévention et réponses aux violences basées sur le genre et/ou de violence y compris la conduite des campagnes de sensibilisation sur le VBG ;
- avoir bonne connaissance des principes directeurs et éthiques en VBG et autonomisation ;
- avoir une bonne capacité de communication écrite et orale en français, avec une bonne connaissance de l'anglais ;
- avoir une bonne connaissance sociologique et/ou anthropologique de la Région et une maîtrise des langues locales, est un atout ;
- avoir une bonne connaissance du Pack Microsoft Office et internet ;
- être apte physiquement.

2.3. SPECIALISTE DES RELATIONS AVEC LE SECTEUR PRIVE

2.3.1- Missions du Spécialiste

Placé(e) sous la supervision du Coordonnateur de l'UGPO, il/elle sera responsable de la bonne exécution des actions en lien avec le secteur privé conformément aux objectifs du Programme CAP2E. À cet effet, il/elle sera chargé(e) de :

- définir la stratégie des partenariats et des activités avec le secteur privé en accord avec les objectifs du programme CAP2E et des bénéficiaires ;
- identifier les structures du secteur privé de la zone d'intervention du Programme CAP2E pour définir leurs profils et établir un répertoire ;
- veiller au développement de l'emploi, y compris les emplois verts, et de l'entrepreneuriat ;



- veiller à la densification du tissu économique de la Région de l'Extrême-Nord ;
- veiller au renforcement des établissements dispensant des qualifications techniques et professionnelles pour une meilleure insertion des jeunes dans le secteur privé et/ou l'auto-emploi ;
- servir d'interface pour les questions relatives à l'environnement des affaires et aux mécanismes de coopération entre les acteurs du secteur public et privé dans le cadre du Programme CAP2E. À ce titre, il s'agit :
 - d'apporter un appui technique au programme CAP2E dans ces domaines ;
 - de collaborer avec les administrations sectorielles et avec les partenaires extérieurs qui appuient le Gouvernement dans ces domaines ;
 - de diriger ou de faciliter les activités et initiatives du CAP2E visant à promouvoir un environnement du secteur privé efficace et le développement des industries, de l'auto emploi, des chaînes de valeurs et des entreprises dans les zones d'influence du Programme CAP2E ;
 - de suivre des réformes d'appui à la mise en place et l'opérationnalisation d'une plateforme de dialogue public- privé.
- appuyer la réalisation des enquêtes sur l'insertion des jeunes diplômés sortant de formation professionnelle ;
- animer la mise en place d'un Comité d'Orientation pour l'Employabilité avec le secteur privé local pour chaque établissement de formation technique et professionnelle renforcé par le Programme CAP2E – signature d'une convention de partenariat adaptée pour chaque établissement ;
- concevoir et co-animer le dispositif de stage en entreprise pour les jeunes formés dans les établissements de formation technique et professionnelle en collaboration avec les acteurs du secteur public et privé ;
- concevoir et co-animer le dispositif de soutien financier et non financier (matériels, matière d'œuvre, renforcement des formateurs techniques ...) aux établissements de formation technique et professionnelle de la région ;
- accompagner l'émergence de promoteurs de projets privés dans les activités porteuses et liées au Programme de la zone du projet ;
- contribuer à l'élaboration des TDRs nécessaires pour les études inhérentes à son cahier de charges ;
- renforcer les capacités des PME et petits exploitants ;
- être un des points focaux de l'institution financière au sein du CAP2E ;
- collaborer régulièrement avec les représentants de la Maison de l'Entreprise mobilisés en appui au PSRDREN par le Projet PAT pour une harmonisation des approches concernant la mise en place des mécanismes d'appui financier et non financiers aux entreprises ;
- produire les rapports périodiques (mensuels, trimestriels, annuels) conformément aux exigences du Programme.

2.3.2- Qualifications et expériences requises



- Être titulaire au moins d'un Bac + 5 en économie/gestion des affaires/économie appliquée/économie financière/gestion économique et financière et administrations des affaires ou domaine équivalent ;
- avoir au moins dix (10) années d'expérience professionnelle dans la gestion de la préparation et/ou la supervision des projets ou programmes de développement dans des domaines liés à l'amélioration du climat des affaires et/ou développement du secteur privé, à la compétitivité et au financement des PME ;
- avoir trois (3) ans d'expérience dans le développement du secteur privé avec des bailleurs de fonds en Afrique ;
- avoir deux (2) ans d'expérience dans le partenariat entre le secteur privé et les institutions de formation professionnelles ;
- avoir une expérience dans les projets de développement territorial pluri-acteurs, de cluster économique ;
- avoir une connaissance des principaux outils de diagnostic et d'évaluation de la qualité de l'environnement du secteur privé ;
- avoir une connaissance approfondie des politiques et directives opérationnelles des partenaires techniques financiers relatives au secteur public et au secteur privé ;
- être apte à travailler en équipe, esprit d'analyse et de synthèse ;
- avoir d'excellentes compétences en relations interpersonnelles et en communication ;
- avoir d'excellentes compétences en gestion de projets ;
- avoir au moins une expérience dans le développement du secteur privé avec des bailleurs de fonds dans la Région de l'Extrême-Nord serait un atout ;
- démontrer d'une bonne capacité à communiquer à l'oral et à l'écrit en français ou en anglais, avec une bonne connaissance de l'autre langue ;
- avoir une bonne connaissance du Pack Microsoft Office et internet ;
- être physiquement apte ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention et des langues locales est un atout.

2.4. EXPERT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

2.4.1. Missions de l'Expert

Placé(e) sous la supervision du Coordonnateur de l'UGPO, il/elle sera responsable de la bonne exécution des mesures de sauvegardes sociales et environnementales telles que prévues dans les documents du Programme. À cet effet, il /elle sera chargé(e) :

- de la planification, de l'innovation et de la coordination des activités sociales et environnementales tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel. Il s'agit de :
 - conseiller le Coordonnateur du projet sur le respect des sauvegardes environnementale et Sociale en relation avec les activités du CAP2E pendant sa mise en œuvre.
 - analyser les activités et sous-projets de chaque composante pour apprécier l'adéquation avec les exigences et les orientations des instruments de sauvegardes environnementale et sociale du projet;

- assurer la planification des activités des projets en matière de sauvegardes environnementale et sociale conformément aux PGES des différentes activités et aux autres instruments de sauvegardes environnementales et sociales supplémentaires élaborés dans le cadre des projets;
- contribuer à l'élaboration des plans de travail et de budget annuels (PTBA) en définissant les besoins en suivi, études, formations et tout autre activité en matière de sauvegardes environnementale et sociale et veiller à leur réalisation ;
- veiller à la prise en compte et à l'intégration des exigences E&S dans les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO), les Demandes de cotation (DC) et les contrats ;
- assurer la coordination et la liaison avec les structures gouvernementales, et les entreprises engagées dans les projets sur le volet environnemental et social ;
- veiller à la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale prévu dans les documents du Programme CAP2E ;
- valider des packages « Electricité par l'énergie solaire » et « Plantation d'arbres et autres mécanismes pertinents de protection vis-à-vis du CC » adaptés au contexte de chaque infrastructure renforcée par le programme ;
- identifier des groupements communautaires qualifiés pour les opérations de plantation d'arbre et leur entretien dans la périphérie des sites (particulièrement dans les zones à risque sécuritaire plus élevé) et liaison avec le responsable des acquisitions de CAP2E pour la passation de conventions de service ;
- diffuser largement les rapports d'études d'impact environnemental et social dans les lieux accessibles aux communautés locales ;
- veiller à l'utilisation efficiente des ressources et gestion de la pollution ;
- accompagner les populations impactées par la mise en œuvre des projets, dans la procédure de réinstallation, notamment l'acquisition des titres fonciers ;
- veiller au respect du code et de la réglementation en matière environnementale, sociale, foncière et du travail.;
- contribuer à l'élaboration et à la validation des Termes de Référence (TDR) pour le recrutement des consultants/cabinets chargés des études E&S ;
- participer à la réception provisoire et définitive des travaux, en vérifiant la conformité E&S des réalisations ;
- assister la Coordination et toute l'équipe de gestion du Programme dans les actions de coordination intersectorielle concernant l'exécution du Programme en matière de diligences sociales et environnementales ;
- examiner et approuver les PGES et PHSS (Plans Hygiène Santé Sécurité) spécifiques des Entreprises ;
- mettre en place et promouvoir les mécanismes de gestion des plaintes en relation avec l'Expert genre ;

- veiller à la protection des groupes vulnérables, en relation avec l'expert genre ;
 - veiller à la protection du patrimoine culturel de la zone du projet.
- de la communication et du renforcement des capacités sur les sauvegardes sociales et environnementales du Programme ;
- identifier, en collaboration avec la Coordination du Programme les besoins en formation et renforcement des capacités des acteurs, en matière de gestion sociale et environnementale ;
 - renforcer la participation des communautés locales à travers les consultations régulières ;
 - participer à l'animation des ateliers de renforcement des capacités des acteurs clés de la mise en œuvre des activités du Programme ;
 - former les entités partenaires et les membres du staff du Programme à la bonne tenue des outils de collecte des données sociales et environnementales ;
 - vulgariser les instruments de sauvegarde sociale et environnementale notamment le PAES, les NIES, le Plan de Santé et Sécurité (PSS), etc. et sensibiliser les entreprises ainsi que les staffs du Programme sur les prescriptions de ces derniers ;
 - assurer la formation des partenaires et autres administrations impliqués dans la mise en œuvre du Programme en gestion sociale et environnementale.
- de la surveillance et du suivi des mesures sociales et environnementales. Il s'agit de :
- veiller au respect de la législation nationale en matière sociale et environnementale et du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD, lors de la mise en œuvre des activités ;
 - suivre la mise en œuvre des mesures et actions contenues dans le Plan d'Action Environnemental et Social (PAES), y compris tous les documents liés à l'environnement et au social préparés dans le cadre du programme ;
 - procéder à l'identification d'impacts sociaux et environnementaux potentiels non suffisamment identifiés ou traités par les maîtres d'œuvre, ou les entrepreneurs et y apporter des mesures d'atténuation ;
 - appuyer l'UGPO dans la validation des documents de gestion environnementale (réalisés par les consultants indépendants) en collaboration avec les administrations concernées ;
 - veiller à l'intégration des prescriptions sociales et environnementales dans les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) et/ou Demandes de cotation (DC), ainsi que dans les contrats des prestataires ;
 - veiller à l'intégration des mesures sociales et environnementales d'atténuation et la prise en compte de leur coût dans le budget des sous-Projets lors de l'élaboration des DAO ;
 - effectuer les missions de supervision sur le terrain en vue d'apprécier et d'évaluer l'effectivité de la prise en compte des Plans de Gestion Environnementale (PGES), des Cahiers des Clauses Environnementales et Sociales (CCES), des Plans de Santé et Sécurité (PHSS), etc.
 - assurer la préparation technique des missions de supervision et de revue du Partenaire technique et Financier et répondre aux exigences requises à travers les aide-mémoires y relatifs ;



- assurer le suivi des performances des staffs E&S - HSE des maîtres d'œuvre et entreprises dans la gestion des questions environnementales et de sécurité ;
- participer à la validation des rapports mensuels des maîtres d'œuvre en matière sociale et environnementale.
- du reporting du suivi-évaluation et de l'archivage de tous les aspects sociaux et environnementaux inclus les questions relatives à la santé et sécurité au travail (SST) du programme. Il s'agit de :
 - suivre et évaluer la mise en œuvre des Plans de travail opérationnels périodiques en matière sociale et environnementale ;
 - produire les rapports trimestriels sur la performance environnementale et sociale du Programme CAP2E ;
 - suivre et évaluer les performances des acteurs institutionnels impliqués dans le Projet sur les aspects environnementaux ;
- Assurer toute tâche à lui confiée par la Coordination.

2.4.2. Qualification et expériences

- être titulaire d'un diplôme universitaire, niveau BAC + 5 au moins dans le domaine des Sciences sociales (Sociologie, Anthropologie, santé publique), sciences environnementales ou tout autre domaine équivalent, avec une spécialisation relative aux VBG ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans la conduite ou la supervision d'études sociales et environnementales et le suivi des projets et programmes de développement sur le terrain ;
- avoir une bonne connaissance des Normes Environnementales et Sociales de la Banque Africaine et Développement et autres partenaires techniques et financiers ;
- avoir une expérience d'au moins (03) ans dans un poste similaire dans les projets et programmes de développement financés par les Bailleurs de fonds ou dans l'administration publique ;
- avoir conduit ou supervisé au moins trois (03) études d'impact environnemental et social au cours des dix (10) dernières années ;
- avoir des aptitudes en matière d'animation et de formation des groupes diversifiés ;
- avoir une bonne capacité à communiquer à l'oral et à l'écrit en français ou en anglais, avec une bonne connaissance de l'autre langue ;
- avoir une bonne connaissance du Pack Microsoft Office et internet ;

Atouts :

- avoir une expérience avec les partenaires multilatéraux (BM, BAD, etc.) ;
- avoir une bonne maîtrise des langues locales et de la zone d'intervention du Programme.

2.5. EXPERTS EN INFRASTRUCTURES ET GÉNIE CIVIL (04)

2.5.1- Missions de l'Expert

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur de l'UGPO, les experts en Infrastructures et Génie Civil dans l'ensemble sont chargés de :

- tenir un fichier de l'état des lieux avant la mise en œuvre des projets d'infrastructures et d'équipements ;
- participer à la maturation (disponibilité des sites, études techniques y compris dossiers de consultation, ...) des projets ;
- suivre l'exécution des projets d'infrastructures ;
- contribuer à la validation des documents d'exécution des entreprises en charge des travaux ;
- contribuer à la validation des rapports des Consultants en charge des études, du contrôle et de la surveillance des projets d'infrastructures ;
- élaborer les rapports périodiques (mensuels, trimestriels et annuels) de ses missions ;
- participer à la réception des équipements ;
- archiver la liasse documentaire des équipements réceptionnés (manuels d'utilisation, manuels d'entretien, rapports de formation, ...) ;
- assurer toute activité instruite par la coordination ;
- organiser des visites d'échange avec expériences innovantes en matière de structures de formation technique et professionnelle en année 1 du programme ;
- établir des partenariats avec des structures spécialisées dans le conseil et les études de bâtiments et équipements techniques pédagogiques en année 1 du programme.

De manière spécifique, les missions sont détaillées suivant les différents experts :

1- Ingénieur de Génie civil spécialisé en Management

Il est tenu spécifiquement de :

- planifier et coordonner la mise en œuvre des projets d'infrastructures ;
- coordonner la mise en œuvre des actions de renforcement des capacités des populations bénéficiaires à l'exploitation et à la gestion des infrastructures ;
- apprécier les fiches techniques des équipements en relation avec les administrations sectorielles concernées (santé, éducation de base, enseignement secondaire, enseignement supérieur, formation professionnelle, eau et énergie, commerce) ;
- donner son avis sur les projets de dossier de consultation pour l'acquisition des équipements ;
- participer au renforcement des capacités des bénéficiaires à l'utilisation et à la maintenance des équipements.

2- Ingénieurs de Génie civil

Ils sont tenus spécifiquement de :

- suivre la mise en œuvre des actions de renforcement des capacités des populations bénéficiaires à l'exploitation et à la gestion des infrastructures ;
- évaluer les besoins en équipements en relation avec les administrations sectorielles compétentes ;

- proposer les fiches techniques des équipements en relation avec les administrations sectorielles concernées (santé, éducation de base, enseignement secondaire, enseignement supérieur, formation professionnelle, Eau et énergie, commerce) ;
- élaborer le projet de dossier de consultation pour l'acquisition des équipements ;
- participer à la réception des équipements ;
- archiver la liasse documentaire des équipements réceptionnés (manuels d'utilisation, manuels d'entretien, rapports de formation, ...).

3- Ingénieur de Génie électrique ou d'énergie renouvelable

Il est tenu spécifiquement de :

- évaluer les besoins en équipements en relation avec les administrations sectorielles compétentes ;
- proposer les fiches techniques des équipements en relation avec les administrations sectorielles concernées (santé, éducation de base, enseignement secondaire, enseignement supérieur, formation professionnelle, eau et énergie, commerce) ;
- élaborer le projet de dossier de consultation pour l'acquisition des équipements.

2.5.2- Qualifications et expériences requises

Pour 01 Ingénieur de Génie civil spécialisé en Management :

- être titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 5 au moins, dans le domaine du Génie Civil;
- avoir au moins 05 ans d'expérience en management des bureaux de projets/Projets ;
- avoir au moins 10 ans d'expérience en matière de conception, exécution, contrôle et suivi des projets d'infrastructures dans les projets ou programmes de développement ;
- avoir supervisé avec succès la réalisation de plusieurs projets de bâtiments ;
- maîtriser des applications logicielles couramment utilisées (Autocad, Archicad, Covadis, World, Excel, PowerPoint, MS Project, ...) ;
- avoir une certification internationale en gestion des projets serait un atout ;
- avoir une bonne capacité de communication écrite et orale en français ou en anglais, avec une bonne connaissance de l'autre langue ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'implémentation du Programme et des langues locales constitue un atout ;
- être physiquement apte.

Pour 02 Ingénieurs en Génie civil :

- être titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 3 au moins, dans le domaine du Génie Civil ;
- avoir au moins 10 ans d'expérience en matière de conception, exécution, contrôle et suivi des projets d'infrastructures ;
- avoir suivi ou contrôlé avec succès la réalisation de plusieurs projets de bâtiments ;
- Avoir au moins cinq (05) années d'expérience comme responsable ;
- maîtriser des applications logicielles couramment utilisées (Autocad, Archicad, Covadis, Robot, World, Excel, PowerPoint, MS Project, ...) ;

- avoir une bonne capacité de communication écrite et orale en français ou en anglais ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'implémentation du Programme et des langues locales constitue un atout.

Pour 01 Ingénieur en Génie électrique :

- être titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 3 au moins, dans le domaine du Génie électrique ou en énergie renouvelable ;
- avoir au moins 10 ans d'expérience en matière de conception, exécution, contrôle et suivi des travaux d'installations électriques des projets de bâtiments ;
- avoir suivi ou contrôlé avec succès la réalisation d'au moins deux projets d'énergie renouvelable ;
- Avoir au moins cinq (05) années d'expérience comme responsable ;
- maîtriser des applications logicielles couramment utilisées (Autocad, Archicad, World, Excel, PowerPoint, MS Project, ...) ;
- avoir une bonne capacité de communication écrite et orale en français ou en anglais ;
- Être apte physiquement ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'implémentation du Programme et des langues locales et constitue un atout.

3. LIEU DE TRAVAIL POUR TOUS LES POSTES

Le lieu de travail est Maroua, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, siège du Programme CAP2E. Toutefois, le personnel du Programme CAP2E est appelé à effectuer des déplacements dans les localités de cette Région, dans le cadre du suivi des activités sur le terrain.

4. DURÉE DU CONTRAT POUR TOUS LES POSTES

La durée du contrat pour tous les postes sera de deux (02) ans éventuellement renouvelables. Une évaluation des performances du responsable se fera annuellement sur la base d'un contrat de performance par une commission ad hoc mise en place par le Président du COPIL. À l'issue de l'évaluation du responsable, la commission jugera de l'opportunité de renouveler ou non son contrat.

5. COMPOSITION DU DOSSIER POUR TOUS LES POSTES

Les dossiers de candidature doivent être déposés en version physique (05 exemplaires dont 01 original et 04 copies) ou par mail (PDF) et devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation détaillée et signée, faisant ressortir le poste sollicité, le(s) domaine(s) de compétence et l'expérience du candidat ;
- Un Curriculum Vitae (CV) signé du candidat, daté de moins de trois (03) mois, mettant en exergue les expériences similaires avec des documents justificatifs (contrat, certificat de travail, ...). Le CV devra également contenir les adresses complètes (téléphone, e-mail etc.) du candidat et les adresses complètes des références professionnelles ;
- Des photocopies légalisées des diplômes et photocopies attestations ou tous autres documents démontrant les aptitudes/qualifications du candidat ;
- Une photocopie de l'acte de naissance ;
- Une photocopie de la Carte Nationale d'identité (CNI) ;
- Un certificat médical attestant de l'aptitude physique du candidat, datant de moins de trois mois.

6. DÉROULEMENT DE LA SÉLECTION

La sélection se déroulera en deux étapes. La première portera sur l'étude des dossiers de candidature afin de présélectionner au maximum cinq (05) candidats pour chaque poste. La note minimale requise pour la première étape est de 75/100. La seconde consistera à l'interview des candidats présélectionnés en vue de la sélection finale.

La première étape pèsera pour : quatre-vingt pour cent (80%) et la deuxième étape pour : vingt pour cent (20%).

7. DÉPÔT DES DOSSIERS ET OUVERTURE DES OFFRES

Les dossiers de candidature devront être soumis en version physique sous pli fermé ou par mail (en fichier PDF) au plus tard quatorze (14) jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis, aux adresses ci-dessous indiquées, avec la mention suivante :

« **AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT** N° _____
/ASMI/MINEPAT/PSRDREN/2025 relatif au recrutement de _____, Poste N° _____ au Programme «
bâtir les capacités et les compétences pour l'employabilité et l'entrepreneuriat dans la Région de
l'Extrême-Nord du Cameroun » (CAP2E), À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT ».

Les adresses de dépôt des dossiers de candidatures sont les suivantes :

À l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN) :

En version physique :

- À Maroua, au Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN sis à Pitoaré, derrière le Club Kalliao ;
- À Yaoundé, au Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN, Annexe du PSRDREN sis à MESSA, Carrefour LISSOUCK, avant Camp YEYAP.

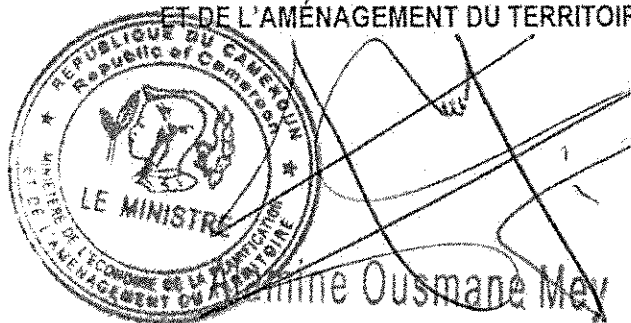
En version numérique (E-mail) : bellofikahenri@psrdren.cm avec copie alhadjimagra@psrdren.cm

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence du poste sollicité aux adresses suivantes :

- www.psrden.cm ;
- Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN à Maroua sis à Pitoaré, derrière le Club Kalliao ;
- Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN, Annexe du PSRDREN à Yaoundé, sis à MESSA, Carrefour LISSOUCK, avant Camp YEYAP.

Yaoundé, 04 NOV 2025

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

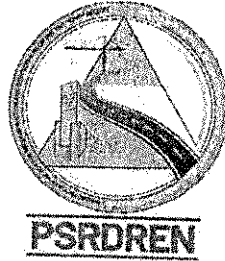


REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY AND PLANNING
AND LAND PLANNING

SPECIAL PROGRAM FOR THE RECONSTRUCTION AND
DEVELOPMENT OF THE FAR NORTH REGION

COORDINATION UNIT



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF THE ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

SPECIAL PROGRAM FOR THE RECONSTRUCTION AND
DEVELOPMENT OF THE FAR-NORTH REGION

THE COORDINATION UNIT

PROGRAM "BUILDING CAPACITIES AND SKILLS FOR EMPLOYABILITY AND ENTREPRENEURSHIP IN THE FAR NORTH REGION OF CAMEROON" (CAP2E)

NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. 000001 /ASMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 of 04 NOV 2025

Relating to the recruitment of (i) a Procurement and Contract Management Specialist, (ii) a Gender and Women and Youth Empowerment Specialist, (iii) a Private Sector Relations Specialist, (iv) an Environmental and Social Expert, (v) four (04) Infrastructure and Civil Engineering Experts for the Program "Building capacities and skills for employability and entrepreneurship in the Far North Region of Cameroon" (CAP2E)

Country Name: Cameroon

Project Name: Program "Building capacities and skills for employability and entrepreneurship in the Far North Region of Cameroon" (CAP2E)

Mission titles: Recruitment of (i) a Procurement and Contract Management Specialist, (ii) a Gender and Women and Youth Empowerment Specialist, (iii) a Private Sector Relations Specialist, (iv) an Environmental and Social Expert, (v) four (04) Infrastructure and Civil Engineering Experts

1. CONTEXT AND JUSTIFICATION

The Government has made youth employment and integration one of the priority pillars of the National Development Strategy 2020-2030 (NDS30). The NDS30 aims, among other things, at the structural transformation of the economy and the development of human capital and well-being. In this context, the Government has also established a program for territorial development and the promotion of the private sector in the Far North Region, which has had special status as a disaster zone since September 2019. The Government is also committed to the strategy of developing at the regional level for the stabilization and recovery of the resilience of the areas affected by Boko Haram in Lake Chad (SR-SRR).

To accelerate the development of the Far North Region, the Special Programme for the Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN) has been established, with the objective of ensuring socio-economic recovery for lasting peace in the region. Its implementation was decided by the President of the Republic. The overall cost of the PSRDREN amounts to 1,822 billion FCFA. It is divided into four components: the reconstruction component, the infrastructure development component, the socio-economic activities support and adaptation to climate change component, and the governance component.

As part of the implementation of this Program, the PSRDREN Coordination Unit has undertaken with the AfDB the preparation of the Program "Building Capacities and Skills for Employability and Entrepreneurship in the Far North Region of Cameroon" (CAP2E).

CAP2E aims to contribute to the transformation and socio-economic and climate resilience of the Far North Region of Cameroon. It focuses on three key areas:

- strengthening technical and vocational training establishments to improve the employability of young people;
- support for entrepreneurship and job creation, particularly for women and young people;
- upgrading basic social infrastructure, resilient to climate change.

It should be noted that the second component of CAP2E will focus on the START youth programs (young people with business creation ideas or wishing to formalize themselves, selected on the basis of calls for applications), and START women (women with projects or wishing to formalize themselves, selected on the basis of calls for applications) as well as the BOOSTER programs (small business development accelerator, which will be selected on the basis of a call for applications).

The CAP2E Program runs over a period of six budgetary years (2025-2030).

Disbursements of loan resources are conditional on the achievement of agreed results through disbursement-related indicators (DRIs) derived from the results framework. The DRIs were chosen based on their weight and the main program deadlines. Given the progress of the Government's program currently being implemented, the DRIs chosen certainly focus on outcome indicators, but they place greater emphasis on products and processes, thus providing information on the overall performance of the program at any time. Three criteria mainly guided the selection of DRIs: relevance and direct contribution to the program's development objective; measurability while being achievable; and consistency with the results chain.

The Program will be coordinated by a Program Management Unit by Objectives (UGPO), within the PSRDREN under the supervision of the Ministry of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT). The head of the UGPO is the CAP2E Program Coordinator.

A financial institution will be a partner in the Program for financial support to idea holders and entrepreneurs in component 2.

A technical monitoring committee will be established at the PSRDREN level to provide guidance, monitor the implementation of the Program and ensure the achievement of objectives. The secretariat of the technical monitoring committee is provided by the UGPO. The PSRDREN Steering Committee will act as the Program Steering Committee.

The PSRDREN will be responsible for the implementation and monitoring of the agreed Investment Program with a view to achieving the results set for the Program. Thus, the UGPO, under the direction of the PSRDREN coordinator and the Program's technical monitoring committee, will coordinate the implementation of the Program as well as capacity building actions for stakeholders at the national and regional levels.

To this end, the institutional framework provides for the recruitment of (i) a Procurement Specialist, (ii) a Gender and Women's Empowerment Specialist, (iii) a Private Sector Relations Specialist, (iv) an Environmental and



Social Expert, (v) Infrastructure and Civil Engineering Experts within the Objectives-Based Program Management Unit (UGPO).

2. DESCRIPTION OF MISSIONS AND PROFILES REQUIRED BY POSITION

2.1. PROCUREMENT AND CONTRACT MANAGEMENT SPECIALIST POSITION

2.1.1- Specialist's Missions

Reporting to the Coordinator of the Objective-Based Program Management Unit (UGPO), the Procurement and Contract Management Specialist is responsible for carrying out all procurement and contract management activities within the framework of the execution of the CAP2E Program activities.

Specifically, he/she is responsible for:

- to develop and update the Procurement Plan;
- to check the conformity of the consultation files (Terms of Reference, technical characteristics and Technical Specifications);
- to draft and publish Notices of Expressions of Interest and Calls for Tender;
- to prepare Business Consultation Files (Requests for Quotations, Call for Tender Files and Requests for Proposals) and ensure that they are made available to potential bidders;
- to ensure that the observations of the various relevant procurement committees are taken into account in accordance with the regulations and directives of the Technical and Financial Partner;
- to prepare and finalize draft contracts;
- to submit draft Service Orders for the start of work or services;
- formalize the changes made to the contract and submit them to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority for referral to the competent Commission;
- maintain a register of changes in the management of contracts in execution;
- to develop and maintain up to date the detailed and quantified list of acquisitions of goods and services planned for the various CAP2E Program funding sources;
- to ensure the implementation and updating of a physical and digital archiving system, including in the various jointly financed procurement applications, including all documents for subsequent review by auditors and supervisory missions;
- to ensure that sessions of the commissions for the acceptance of services, supplies and works are held;
- to anticipate the resolution of conflicts related to contract management;
- to produce a monitoring table for the awarding and execution of contracts by the various stakeholders involved in the procurement and contract management process;
- to keep the CAP2E Program offer registration register up to date, as well as the register of contracts and purchase orders where applicable;
- to ensure the management of the purchasing procedure (purchase and work requests, supplier quotes, orders), in agreement with the financial services;
- to ensure the implementation of procurement activities in compliance with the national procurement system;



- to provide on-the-job training to other stakeholders in the procurement process;
- to manage appeals related to the award of contracts;
- to track orders, etc.;
- to lead the study unit and the finalization of a competitive procedure for managing public procurement, according to the nature and threshold of the markets, with a view to supporting the development of a regional private sector (regional companies, local community groups, young people and women supported by component 2 of the program) in conjunction with ARMP/MINMAP and the other sectoral authorities concerned;
- to contribute to the formalization by APME and MINJEC of the process of evaluation and selection of projects for the creation, strengthening and formalization or acceleration of businesses in component 2, integrating the private sector and the banking sector;
- to carry out any other task assigned to him/her by his/her hierarchy.

2.1.2- Qualifications and experience required

- Have at least a university degree (minimum BAC + 5) in engineering, law, economics, administration, management or any other related field;
- have at least five (05) years of professional experience in procurement specifically through the national procurement system;
- have worked for at least three (03) years in a position as a procurement specialist in a Program/Project or head of a service or a Public Service Procurement Unit;
- having a very good knowledge of the national procurement system and a good knowledge of donor procurement procedures is an asset;
- have a good knowledge of the Microsoft Office Pack and the internet;
- have good written and oral communication skills in French and/or English;
- Be physically fit;
- Having a good knowledge of the intervention area and local languages is an asset.

2.2. GENDER AND WOMEN'S EMPOWERMENT SPECIALIST

2.2.1- Specialist's Missions

Under the supervision of the UGPO Coordinator, he/she will be responsible for the proper implementation of issues related to gender and women's empowerment within the CAP2E Program. To this end, he/she will be responsible for:

- to develop and implement the strategy for integrating inclusion and GBV issues into the activities of the CAP2E Program;
- to ensure that social categories and gender issues are taken into account in the implementation of CAP2E program activities;
- to ensure the implementation of vocational training opportunities for women and young people;



- to propose indicators and ensure their disaggregation for monitoring the consideration of gender and the empowerment of women and young people;
- to carry out annual surveys on the integration of young graduates leaving vocational training in collaboration with establishments supported by the CAP2E Program;
- to lead the study unit and a system for promoting the skills acquired by young and female trainees within companies carrying out CAP2E Programme contracts;
- to contribute to the creation by APME of a longitudinal database for monitoring young people, women and VSEs/PEs supported;
- to produce a directory of young and female professionals promoting their skills and facilitating their visibility on the market, in conjunction with APME and the Chamber of Commerce for participation in visibility events, fairs, etc.
- to inform, raise awareness and support stakeholders in the management of GBV/SEA/HS (protocols for preventing sexual abuse, measures to protect vulnerable groups, etc.);
- to establish and promote complaints management mechanisms in relation to the Environmental and Social Safeguards Expert;
- to participate in the preparation of the Program's audit missions, monitor their progress as well as the implementation of the auditors' recommendations on gender aspects and the empowerment of women and young people;
- to contribute to the integration of clauses specific to GBV (EAS/HS), in Call for Tender Documents (DAO) and/or Request for Quotation Documents (DC), service provider contracts (companies, control missions, etc.) and codes of conduct for work control missions;
- to draft periodic reports (monthly, quarterly and annual) on its activities;
- to inform the CAP2E Program monitoring and evaluation system with data on the fight against GBV and the empowerment of women and young people;
- to contribute to the drafting of periodic reports of the CAP2E Program (monthly, quarterly and annual);
- to establish a physical and digital archiving system for information on GBV and the empowerment of women and young people;
- to participate in the selection committee for beneficiaries to benefit from financial support from CAP2E to promote the gender aspect;
- to promote gender equality in recruitment policy;
- to perform any other task prescribed by the Coordination.

2.2.2- Qualifications and experience required

- hold a university degree, at least BAC + 5 level in the field of Social Sciences (Sociology, Anthropology, public health, guidance/training/professional integration), or any other equivalent field;
- have at least 5 years of professional experience in guidance/training/professional integration of young people;



- have professional experience of at least five (05) years in the conduct or supervision of missions to combat Gender-Based Violence and/or programs to empower women and young people;
- have a good knowledge of the national framework for the fight against GBV as well as youth and women's empowerment programs;
- have specific experience in capacity building in gender and/or empowerment of women and/or young people;
- have at least (03) years of experience in a position of responsibility in GBV or social issues and GBV or empowerment of women and young people in a development project or program financed by donors or in a public administration;
- have skills in negotiation, facilitation and training of diverse groups;
- have at least 3 years of proven experience in the implementation of prevention and response activities to gender-based violence and/or violence, including the conduct of awareness campaigns on GBV;
- have a good knowledge of the guiding principles and ethics in GBV and empowerment;
- have good written and oral communication skills in French, with a good knowledge of English;
- having a good sociological and/or anthropological knowledge of the Region and a mastery of local languages is an asset;
- have a good knowledge of the Microsoft Office Pack and the internet;
- be physically fit.

2.3. PRIVATE SECTOR RELATIONS SPECIALIST

2.3.1- Specialist's Missions

Under the supervision of the UGPO Coordinator, he/she will be responsible for the proper execution of actions related to the private sector in accordance with the objectives of the CAP2E Program. To this end, he/she will be responsible for:

- define the strategy for partnerships and activities with the private sector in accordance with the objectives of the CAP2E program and the beneficiaries;
- identify private sector structures in the CAP2E Programme intervention area to define their profiles and establish a directory;
- ensure the development of employment, including green jobs, and entrepreneurship;
- ensure the densification of the economic fabric of the Far North Region;
- ensure the strengthening of establishments providing technical and professional qualifications for better integration of young people into the private sector and/or self-employment;
- serve as an interface for issues relating to the business environment and cooperation mechanisms between public and private sector actors within the framework of the CAP2E Programme. In this capacity, it involves:
 - to provide technical support to the CAP2E program in these areas;

7

- to collaborate with sectoral administrations and with external partners who support the Government in these areas;
 - to lead or facilitate CAP2E activities and initiatives aimed at promoting an effective private sector environment and the development of industries, self-employment, value chains and businesses in the CAP2E Programme's areas of influence;
 - to monitor reforms supporting the establishment and operationalization of a public-private dialogue platform.
- support the implementation of surveys on the integration of young graduates leaving vocational training;
 - lead the establishment of an Employability Steering Committee with the local private sector for each technical and vocational training establishment reinforced by the CAP2E Program – signing of a partnership agreement adapted for each establishment;
 - design and co-facilitate the work placement system for young people trained in technical and vocational training establishments in collaboration with stakeholders from the public and private sectors;
 - design and co-facilitate the financial and non-financial support system (materials, work materials, strengthening of technical trainers, etc.) for technical and vocational training establishments in the region;
 - support the emergence of private project promoters in activities related to and linked to the Project Area Program;
 - contribute to the development of the TDRs necessary for the studies inherent in its specifications;
 - strengthen the capacities of SMEs and smallholders;
 - be one of the focal points of the financial institution within the CAP2E;
 - collaborate regularly with representatives of the Maison de l'Entreprise mobilized in support of the PSRDREN by the PAT Project for a harmonization of approaches concerning the establishment of financial and non-financial support mechanisms for businesses;
 - produce periodic reports (monthly, quarterly, annual) in accordance with the requirements of the Program.

2.3.2- Qualifications and experience required

- Hold at least a Bac + 5 in economics/business management/applied economics/financial economics/economic and financial management and business administration or equivalent field;
- have at least ten (10) years of professional experience in managing the preparation and/or supervision of development projects or programs in areas related to improving the business climate and/or developing the private sector, competitiveness and financing of SMEs;
- have three (3) years of experience in private sector development with donors in Africa;
- have two (2) years of experience in partnership between the private sector and professional training institutions;
- have experience in multi-stakeholder territorial development projects, economic clusters;



- have knowledge of the main tools for diagnosing and assessing the quality of the private sector environment;
- have in-depth knowledge of the operational policies and guidelines of financial technical partners relating to the public and private sectors;
- be able to work in a team, have a spirit of analysis and synthesis;
- have excellent interpersonal and communication skills;
- have excellent project management skills;
- have at least one experience in private sector development with donors in the Far North Region would be an asset;
- demonstrate good oral and written communication skills in French or English, with a good knowledge of the other language;
- have a good knowledge of the Microsoft Office Pack and the internet;
- be physically fit;
- having a good knowledge of the intervention area and local languages is an asset.

2.4. ENVIRONMENTAL AND SOCIAL EXPERT

2.4.1. Expert's Missions

Under the supervision of the UGPO Coordinator, he/she will be responsible for the proper implementation of social and environmental safeguard measures as provided for in the Program documents. To this end, he/she will be responsible for:

- planning, innovation and coordination of social and environmental activities at both the strategic and operational levels. These include:
 - advise the Project Coordinator on compliance with environmental and social safeguards in relation to CAP2E activities during its implementation.
 - analyze the activities and sub-projects of each component to assess the adequacy with the requirements and orientations of the environmental and social safeguard instruments of the project;
 - ensure the planning of project activities in terms of environmental and social safeguards in accordance with the ESMPs of the various activities and other additional environmental and social safeguard instruments developed within the framework of the projects;
 - contribute to the development of annual work and budget plans (PTBA) by defining the needs for monitoring, studies, training and any other activity in terms of environmental and social safeguards and ensuring their implementation;
 - ensure that E&S requirements are taken into account and integrated into Call for Tender Documents (CTD), Requests for Quotation (RFQ) and contracts;
 - ensure coordination and liaison with government structures and companies involved in environmental and social projects;



- ensure the implementation of the Environmental and Social Management Plan provided for in the CAP2E Program documents;
 - validate "Electricity by solar energy" and "Tree planting and other relevant CC protection mechanisms" packages adapted to the context of each infrastructure reinforced by the program;
 - identify qualified community groups for tree planting operations and their maintenance in the periphery of sites (particularly in areas with higher security risks) and liaison with the CAP2E procurement manager for the award of service agreements;
 - widely disseminate environmental and social impact study reports in places accessible to local communities;
 - ensure the efficient use of resources and pollution management;
 - support populations impacted by the implementation of projects, in the resettlement procedure, in particular the acquisition of land titles;
 - ensure compliance with the code and regulations relating to environmental, social, land and labor matters;
 - contribute to the development and validation of the Terms of Reference (TOR) for the recruitment of consultants/firms responsible for E&S studies;
 - participate in the provisional and final acceptance of the works, by verifying the E&S conformity of the achievements;
 - assist the Coordination and the entire Program management team in intersectoral coordination actions concerning the execution of the Program in terms of social and environmental due diligence;
 - review and approve the specific PGES and PHSS (Hygiene Health Safety Plans) of the Companies;
 - establish and promote complaints management mechanisms in relation to the Gender Expert;
 - ensure the protection of vulnerable groups, in conjunction with the gender expert;
 - ensure the protection of the cultural heritage of the project area.
- communication and capacity building on the social and environmental safeguards of the Programme;
- identify, in collaboration with the Program Coordination, the training and capacity building needs of stakeholders in terms of social and environmental management;
 - strengthen the participation of local communities through regular consultations;
 - participate in the facilitation of capacity building workshops for key stakeholders in the implementation of the Program's activities;
 - train partner entities and members of the Program staff in the proper maintenance of social and environmental data collection tools;



- popularize social and environmental safeguard instruments, in particular the PAES, the NIES, the Health and Safety Plan (PSS), etc. and raise awareness among companies and Program staff about their requirements;
 - provide training to partners and other administrations involved in the implementation of the Program in social and environmental management.
- monitoring and follow-up of social and environmental measures. These include:
- ensure compliance with national social and environmental legislation and the AfDB Integrated Safeguards System when implementing activities;
 - monitor the implementation of the measures and actions contained in the Environmental and Social Action Plan (ESAP), including all environmental and social-related documents prepared under the program;
 - identify potential social and environmental impacts not sufficiently identified or addressed by project managers or contractors and implement mitigation measures;
 - support the UGPO in the validation of environmental management documents (produced by independent consultants) in collaboration with the administrations concerned;
 - ensure the integration of social and environmental requirements in Call for Tender Documents (CTD) and/or Requests for Quotation (RFQ), as well as in service provider contracts;
 - ensure the integration of social and environmental mitigation measures and the consideration of their cost in the budget of sub-Projects when preparing DAOs;
 - carry out field supervision missions in order to assess and evaluate the effectiveness of the consideration of Environmental Management Plans (ESMP), Environmental and Social Clauses (ESC), Health and Safety Plans (HSP), etc.
 - ensure the technical preparation of the supervision and review missions of the Technical and Financial Partner and meet the requirements through the related aide-mémoires;
 - monitor the performance of E&S - HSE staff of project managers and companies in the management of environmental and safety issues;
 - participate in the validation of monthly reports from project managers in social and environmental matters.
- monitoring and evaluation reporting and archiving of all social and environmental aspects, including occupational health and safety (OHS) issues, of the program. These include:
- monitor and evaluate the implementation of periodic operational work plans in social and environmental matters;
 - produce quarterly reports on the environmental and social performance of the CAP2E Program;
 - monitor and evaluate the performance of institutional actors involved in the Project on environmental aspects;
- Carry out any task assigned to him by the Coordination.

2.4.2. Qualifications and experience

- hold a university degree, at least BAC + 5 level in the field of Social Sciences (Sociology, Anthropology, Public Health), environmental sciences or any other equivalent field, with a specialization relating to GBV;
- have professional experience of at least five (05) years in conducting or supervising social and environmental studies and monitoring development projects and programs in the field;
- have a good knowledge of the Environmental and Social Standards of the African Development Bank and other technical and financial partners;
- have at least (03) years of experience in a similar position in development projects and programs financed by Donors or in public administration;
- have conducted or supervised at least three (03) environmental and social impact studies over the last ten (10) years;
- have skills in facilitating and training diverse groups;
- have good oral and written communication skills in French or English, with a good knowledge of the other language;
- have a good knowledge of the Microsoft Office Pack and the internet;

Strengths:

- have experience with multilateral partners (WB, AfDB, etc.);
- have a good command of local languages and of the Programme's intervention area.

2.5. EXPERTS IN INFRASTRUCTURE AND CIVIL ENGINEERING (04)

2.5.1- Expert's Missions

Reporting to the UGPO Coordinator, the Infrastructure and Civil Engineering experts are responsible for:

- maintain a file of the inventory before the implementation of infrastructure and equipment projects;
- participate in the maturation (availability of sites, technical studies including consultation files, etc.) of projects;
- monitor the execution of infrastructure projects;
- contribute to the validation of the execution documents of the companies in charge of the works;
- contribute to the validation of reports from Consultants responsible for studies, control and monitoring of infrastructure projects;
- prepare periodic reports (monthly, quarterly and annual) of its missions;
- participate in the reception of equipment;
- archive the documentary bundle of equipment received (user manuals, maintenance manuals, training reports, etc.);
- ensure any activity instructed by the coordination;

9

- organize exchange visits with innovative experiences in technical and professional training structures in year 1 of the program;
- establish partnerships with structures specializing in consulting and studies of buildings and technical educational equipment in year 1 of the program.

Specifically, the missions are detailed according to the different experts:

1- Civil Engineer specializing in Management

It is specifically required to:

- plan and coordinate the implementation of infrastructure projects;
- coordinate the implementation of actions to strengthen the capacities of beneficiary populations in the operation and management of infrastructure;
- assess the technical data sheets of the equipment in relation to the sectoral administrations concerned (health, basic education, secondary education, higher education, vocational training, water and energy, trade);
- give its opinion on the draft consultation files for the acquisition of equipment;
- participate in strengthening the beneficiaries' capacities in the use and maintenance of equipment.

2- Civil Engineers

They are specifically required to:

- monitor the implementation of actions to strengthen the capacities of beneficiary populations in the operation and management of infrastructure;
- assess equipment needs in conjunction with the relevant sectoral administrations;
- propose technical data sheets for equipment in relation to the relevant sectoral administrations (health, basic education, secondary education, higher education, vocational training, water and energy, trade);
- prepare the draft consultation file for the acquisition of equipment;
- participate in the reception of equipment;
- archive the documentary bundle of equipment received (user manuals, maintenance manuals, training reports, etc.).

3- Electrical or Renewable Energy Engineer

It is specifically required to:

- assess equipment needs in conjunction with the relevant sectoral administrations;
- propose technical data sheets for equipment in relation to the relevant sectoral administrations (health, basic education, secondary education, higher education, vocational training, water and energy, trade);
- develop the draft consultation file for the acquisition of equipment.

2.5.2- Qualifications and experience required

For 01 Civil Engineer specializing in Management:

- hold a diploma of at least BAC + 5 level, in the field of Civil Engineering;

- have at least 5 years of experience in project office/project management;
- have at least 10 years of experience in design, execution, control and monitoring of infrastructure projects in development projects or programs;
- have successfully supervised the completion of several building projects;
- master commonly used software applications (Autocad, Archicad, Covadis, World, Excel, PowerPoint, MS Project, etc.);
- having an international certification in project management would be an asset;
- have good written and oral communication skills in French or English, with a good knowledge of the other language;
- having a good knowledge of the area where the Program is implemented and of local languages is an asset;
- be physically fit.

For 02 Civil Engineers:

- hold a diploma of at least BAC + 3 level, in the field of Civil Engineering;
- have at least 10 years of experience in design, execution, control and monitoring of infrastructure projects;
- have successfully followed or controlled the completion of several building projects;
- Have at least five (05) years of experience as a manager;
- master commonly used software applications (Autocad, Archicad, Covadis, Robot, World, Excel, PowerPoint, MS Project, etc.);
- have good written and oral communication skills in French or English;
- Having a good knowledge of the Programme implementation area and local languages is an asset.

For 01 Electrical Engineer:

- hold a diploma of at least BAC + 3 level, in the field of electrical engineering or renewable energy;
- have at least 10 years of experience in the design, execution, control and monitoring of electrical installation work in building projects;
- have successfully monitored or controlled the implementation of at least two renewable energy projects;
- Have at least five (05) years of experience as a manager;
- master commonly used software applications (Autocad, Archicad, World, Excel, PowerPoint, MS Project, etc.);
- have good written and oral communication skills in French or English;
- Be physically fit;
- have a good knowledge of the area of implementation of the Program and local languages and is an asset.

3. WORKPLACE FOR ALL POSITIONS

The work location is Maroua, Diamaré Department, Far North Region of Cameroon, headquarters of the CAP2E Program. However, CAP2E Program staff are required to travel to localities in this Region to monitor field activities.

4. CONTRACT DURATION FOR ALL POSITIONS

The contract duration for all positions will be two (02) years, possibly renewable. An evaluation of the manager's performance will be carried out annually on the basis of a performance contract by an ad hoc committee set up by the Chairman of the COPIL. Following the manager's evaluation, the committee will decide whether or not to renew the manager's contract.

5. COMPOSITION OF THE FILE FOR ALL POSITIONS

Application files must be submitted in physical version (05 copies including 01 original and 04 copies) or by email (PDF) and must include the following documents:

- A detailed and signed cover letter, highlighting the position applied for, the candidate's area(s) of expertise and experience;
- A signed Curriculum Vitae (CV) from the candidate, dated less than three (03) months ago, highlighting similar experiences with supporting documents (contract, work certificate, etc.). The CV must also contain the candidate's full addresses (telephone, e-mail, etc.) and the full addresses of professional references;
- Certified photocopies of diplomas and photocopies of certificates or any other documents demonstrating the candidate's skills/qualifications;
- A photocopy of the birth certificate;
- A photocopy of the National Identity Card (NIC);
- A medical certificate attesting to the candidate's physical fitness, dated less than three months ago.

6. SELECTION PROCESS

The selection process will be conducted in two stages. The first will involve the review of application files in order to shortlist a maximum of five (05) candidates for each position. The minimum score required for the first stage is 75/100. The second will involve interviewing the shortlisted candidates for the final selection.

The first stage will weigh for: eighty percent (80%) and the second stage for: twenty percent (20%).

7. SUBMISSION OF FILES AND OPENING OF OFFERS

Application files must be submitted in physical form in a sealed envelope or by email (in PDF file) no later than fourteen (14) working days from the date of publication of this notice, to the addresses indicated below, with the following statement:

**"NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST No. _____
/ASMI/MINEPAT/PSRDREN/2025 relating to the recruitment of _____, Position No. _____ in the
"Building capacities and skills for employability and entrepreneurship in the Far North Region of
Cameroon" (CAP2E) Program, TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION".**

The addresses for submitting application files are as follows:

To the attention of the Coordinator of the Special Program for Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN):

In physical version:

- In Maroua, at the Secretariat of the PSRDREN Coordinator located in Pitoaré, behind the Kaliao Club;



- In Yaoundé, at the Secretariat of the PSRDREN Coordinator, PSRDREN Annex located in MESSA, Carrefour LISSOUCK, before Camp YEYAP.

In digital version (Email): bellofikahenri@psrdren.cm with copy alhadjimagra@psrdren.cm

Interested candidates can obtain the terms of reference for the position applied for at the following addresses:

- www.psrden.cm;
- Secretariat of the PSRDREN Coordinator in Maroua located in Pitoaré, behind the Kaliao Club;
- Secretariat of the PSRDREN Coordinator, PSRDREN Annex in Yaoundé, located in MESSA, Carrefour LISSOUCK, before Camp YEYAP.

Yaoundé, 04 NOV 2025

THE MINISTER OF ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT



[Handwritten signature]
Aminane Ousmane Mey